

**No. 39269**

---

**Paraguay  
and  
France**

**Convention on judicial assistance in criminal matters between the Government of the Republic of Paraguay and the Government of the French Republic. Asunción, 16 March 1997**

**Entry into force:** *1 December 2002 by notification, in accordance with article 25*

**Authentic texts:** *French and Spanish*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *Paraguay, 28 March 2003*

---

**Paraguay  
et  
France**

**Convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République du Paraguay et le Gouvernement de la République française. Asunción, 16 mars 1997**

**Entrée en vigueur :** *1er décembre 2002 par notification, conformément à l'article 25*

**Textes authentiques :** *français et espagnol*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *Paraguay, 28 mars 2003*

[ FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS ]

CONVENTION D'ENTRAIDE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE ENTRE  
LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PARAGUAY ET LE  
GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Le Gouvernement de la République du Paraguay et

Le Gouvernement de la République française

Conscients des liens historiques profonds qui unissent les deux nations,

Désireux de traduire lesdits liens en instruments juridiques de coopération dans tous les domaines d'intérêts communs, et, notamment, celui de la coopération judiciaire,

Souhaitant à cette fin régler d'un commun accord leurs relations dans le domaine de l'entraide judiciaire en matière pénale dans le respect de leurs principes constitutionnels respectifs,

Sont convenus des dispositions suivantes :

TITRE I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

*Article 1*

1. Les deux Parties s'engagent à s'accorder mutuellement, selon les dispositions de la présente Convention, l'entraide judiciaire la plus large possible dans toute procédure visant des infractions pénales dont la sanction est, au moment où l'entraide est demandée, de la compétence des autorités judiciaires de la Partie requérante. L'entraide sera accordée sans qu'il soit exigé que les faits soient considérés comme une infraction dans le pays requis.

2. La présente Convention ne s'applique ni à l'exécution des décisions d'arrestation et des condamnations, sauf en cas de confiscation, ni aux infractions militaires qui ne constituent pas des infractions de droit commun.

*Article 2*

Les demandes d'entraide judiciaire sont communiquées directement d'autorité centrale à autorité centrale. La République du Paraguay désigne comme autorité centrale le Ministère de la Justice et du Travail et la République française désigne comme autorité centrale le Ministère de la Justice. L'autorité centrale de l'Etat requis doit satisfaire rapidement aux demandes ou, le cas échéant, les transmettre à d'autres autorités compétentes qui les exécuteront. Les autorités compétentes doivent prendre toutes mesures nécessaires pour satisfaire promptement aux demandes conformément à l'article 1.

*Article 3*

1. Les autorités compétentes sont, pour le Paraguay, les autorités judiciaires et Fiscalía General del Estado, pour la France, les autorités judiciaires.

2. Toute modification affectant la désignation de ces autorités sera portée à la connaissance de l'autre Partie par note.

*Article 4*

1. L'entraide judiciaire peut être refusée :

a) Si la demande se rapporte à des infractions considérées par la Partie requise soit comme des infractions politiques, soit comme des infractions connexes à des infractions politiques ;

b) Si la demande a pour objet une perquisition, une saisie, une mise sous séquestre et que les faits à l'origine de la requête ne constituent pas une infraction au sens de la législation de la Partie requise ;

c) Si la Partie requise estime que l'exécution de la demande est de nature à porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité, à l'ordre public ou à d'autres intérêts essentiels de son pays.

2. L'entraide est refusée si la demande a pour objet une mesure de confiscation et que les faits à l'origine de la requête ne constituent pas une infraction au regard de la législation de la Partie requise.

**TITRE II. DEMANDES D'ENTRAIDE JUDICIAIRE**

*Article 5*

1. La Partie requise exécute, dans les formes prévues par sa législation, les demandes d'entraide judiciaire relatives à une affaire pénale qui émanent des autorités compétentes de la Partie requérante et qui ont pour objet d'accomplir des actes d'instruction ou de communiquer des dossiers, des documents ou des pièces à conviction, ou de restituer à la victime, le cas échéant, sans préjudice du droit des tiers, des objets ou valeurs provenant d'une infraction trouvés en la possession de l'auteur de celle-ci.

2. Si la Partie requérante désire que les témoins ou les experts déposent sous serment, elle en fait expressément la demande et la Partie requise y donne suite si la loi de son pays ne s'y oppose pas.

3. La Partie requise peut ne transmettre que des copies ou photocopies certifiées conformes des dossiers ou documents demandés. Toutefois, si la Partie requérante demande expressément la communication des originaux, il sera donné suite à cette demande dans toute la mesure du possible.

*Article 6*

Si la Partie requérante le demande expressément, la Partie requise l'informe de la date et du lieu d'exécution de la demande d'entraide. Les autorités compétentes et/ou personnes mandatées par elles pourront assister à cette exécution si la Partie requise y consent. Cette présence n'autorise pas l'exercice de fonctions relevant de la compétence des autorités de

l'Etat requis mais permet que soient posées de nouvelles questions par le truchement de l'autorité compétente requise.

*Article 7*

1. Les pièces à conviction, ainsi que les originaux des dossiers et documents, qui auront été communiqués en exécution d'une demande d'entraide judiciaire, seront renvoyés aussitôt que possible par la Partie requérante à la Partie requise à moins que celle-ci n'y renonce.

2. La Partie requise peut surseoir à la remise des pièces à conviction, dossiers ou documents dont la communication est demandée, s'ils lui sont nécessaires pour une procédure pénale en cours.

**TITRE III. REMISE D'ACTES DE PROCÉDURE ET DE DÉCISIONS JUDICIAIRES**

**COMPARUTION DE TÉMOINS, EXPERTS ET PERSONNES POURSUIVIES**

*Article 8*

1. La Partie requise procède à la remise des actes de procédure et des décisions judiciaires qui lui sont envoyés à cette fin par la Partie requérante.

Cette remise peut être effectuée par simple transmission de l'acte ou de la décision au destinataire. Si la Partie requérante le demande expressément, la Partie requise effectue la remise dans l'une des formes prévues par sa législation pour les significations analogues ou dans une forme spéciale compatible avec cette législation.

2. La preuve de la remise se fait au moyen d'un récépissé daté et signé par le destinataire ou d'une déclaration de la Partie requise constatant le fait, la forme et la date de la remise. L'un ou l'autre de ces documents est immédiatement transmis à la Partie requérante. Sur demande de cette dernière, la Partie requise précise si la remise a été faite conformément à sa loi. Si la remise n'a pu se faire, la Partie requise en fait connaître immédiatement le motif à la Partie requérante.

3. Les citations à comparaître sont transmises à la Partie requise au plus tard quarante jours avant la date fixée pour la comparution.

*Article 9*

Le témoin ou l'expert qui n'a pas déféré à une citation à comparaître sur le territoire de la Partie requérante, ne peut être soumis, alors même que cette citation contiendrait des injonctions, à aucune sanction ou mesure de contrainte, à moins qu'il ne se rende par la suite de son plein gré sur le territoire de la Partie requérante et qu'il n'y soit régulièrement cité à nouveau.

*Article 10*

Les indemnités à verser, ainsi que les frais de voyage et de séjour à rembourser au témoin ou à l'expert par la Partie requérante, sont calculés depuis le lieu de leur résidence et leur sont accordés selon des taux au moins égaux à ceux prévus par les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition doit avoir lieu.

*Article 11*

1. Si la Partie requérante estime que la comparution personnelle d'un témoin ou d'un expert devant ses autorités judiciaires est particulièrement nécessaire, elle en fait mention dans la demande de remise de la citation et la Partie requise invite ce témoin ou cet expert à comparaître.

La Partie requise fait connaître la réponse du témoin ou de l'expert à la Partie requérante.

2. Dans le cas prévu au paragraphe 1er, la demande ou la citation doit mentionner le montant approximatif des indemnités à verser, ainsi que des frais de voyage et de séjour à rembourser.

*Article 12*

1. Toute personne détenue dont la comparution personnelle en qualité de témoin ou aux fins de confrontation est demandée par la Partie requérante est transférée temporairement sur le territoire où l'audition doit avoir lieu, sous condition de son renvoi dans le délai indiqué par la Partie requise et sous réserve des dispositions de l'article 13, dans la mesure où celles-ci peuvent s'appliquer.

2. Le transfèrement est refusé si la personne détenue n'y consent pas.

3. Le transfèrement peut être refusé :

a) Si sa présence est nécessaire dans une procédure pénale en cours sur le territoire de la Partie requise ;

b) Si son transfèrement est susceptible de prolonger sa détention ; ou

c) Si d'autres considérations impérieuses s'opposent à son transfèrement sur le territoire de la Partie requérante.

4. Une Partie peut autoriser le transit sur son territoire de personnes détenues par un Etat tiers dont la comparution personnelle aux fins d'audition a été sollicitée par l'autre Partie.

Cette autorisation est accordée sur demande accompagnée de tous documents utiles.

5. La personne transférée doit rester en détention sur le territoire de la Partie requérante et, le cas échéant, sur le territoire de la Partie à laquelle le transit est demandé, à moins que la Partie requise ne demande sa mise en liberté pendant la remise temporaire.

6. Chaque Partie peut refuser d'accorder le transit de ses ressortissants.

*Article 13*

1. Aucun témoin ou expert, de quelque nationalité qu'il soit, qui, à la suite d'une citation, comparaît devant les autorités judiciaires de la Partie requérante, ne peut être ni poursuivi, ni détenu, ni soumis à aucune autre restriction de sa liberté individuelle sur le territoire de cette Partie pour des faits ou condamnations antérieurs à son départ du territoire de la Partie requise.

2. Aucune personne, de quelque nationalité qu'elle soit, citée devant les autorités judiciaires de la Partie requérante afin d'y répondre volontairement de faits pour lesquels elle fait l'objet de poursuites, ne peut y être ni poursuivie, ni détenue, ni soumise à aucune autre restriction de sa liberté individuelle pour des faits ou condamnations antérieurs à son départ du territoire de la Partie requise et non visés par la citation.

3. L'immunité prévue au présent article cesse lorsque le témoin, l'expert ou la personne poursuivie, ayant eu la possibilité de quitter le territoire de la Partie requérante pendant trente jours consécutifs, après que sa présence n'était plus requise par les autorités judiciaires, est néanmoins demeurée sur ce territoire ou y est retournée après l'avoir quitté.

**TITRE IV. PRODUITS DES INFRACTIONS**

*Article 14*

1. La Partie requérante peut demander de rechercher et de saisir les produits d'une infraction à sa législation susceptibles de se trouver sur le territoire de la Partie requise.

2. La Partie requise informe la Partie requérante du résultat de ses recherches.

3. La Partie requise prend toutes dispositions nécessaires autorisées par sa législation pour empêcher que ces produits ne fassent l'objet d'une transaction ou ne soient transférés ou cédés avant que l'autorité compétente de la Partie requérante n'ait pris une décision définitive à leur égard.

4. Si la confiscation des produits est sollicitée, la demande est exécutée conformément à la législation de la Partie requise.

5. Les produits restent la propriété de la Partie requise sauf accord contraire.

**TITRE V. CASIER JUDICIAIRE**

*Article 15*

1. La Partie requise communique, dans la mesure où ses autorités compétentes pourraient elles-mêmes les obtenir en pareil cas, les extraits du casier judiciaire et tous renseignements relatifs à ce dernier qui lui sont demandés par les autorités compétentes de la Partie requérante pour les besoins d'une affaire pénale.

2. Dans les cas autres que ceux prévus au paragraphe 1er, il est donné suite à pareille demande dans les conditions prévues par la législation, les règlements ou la pratique de la Partie requise.

## **TITRE VI. PROCÉDURE**

### *Article 16*

1. Les demandes d'entraide doivent contenir les indications suivantes :

- a) L'autorité dont émane la demande,
- b) L'objet et le motif de la demande,
- c) Dans la mesure du possible, l'identité et la nationalité de la personne en cause,
- d) Le nom et l'adresse du destinataire s'il y a lieu,
- e) La date de la demande.

2. Les demandes d'entraide judiciaire prévues aux articles 5 et 6 mentionnent en outre la qualification des faits et contiennent un exposé de ceux-ci.

### *Article 17*

1. Les demandes d'entraide judiciaire prévues aux articles 5 et 6, ainsi que les demandes prévues aux articles 12, 14 et 15 sont adressées par l'autorité centrale de la Partie requérante à l'autorité centrale de la Partie requise et renvoyées par la même voie.

2. En cas d'urgence, l'autorité centrale de la Partie requérante peut adresser à l'autorité centrale de la Partie requise les demandes d'entraide prévues aux articles 5 et 6 par télécopie ou par tout autre moyen laissant une trace écrite. Elles sont renvoyées accompagnées des pièces relatives à l'exécution par la voie prévue au paragraphe 1er.

### *Article 18*

La demande d'entraide et les pièces annexes sont accompagnées d'une traduction dans la langue de la Partie requise effectuée selon les règles de la Partie requérante.

### *Article 19*

Les pièces et documents transmis en application de la présente Convention sont dispensés de toutes formalités de légalisation.

### *Article 20*

Si l'autorité saisie d'une demande d'entraide est incomptétente pour y donner suite, elle transmet d'office cette demande à l'autorité compétente de son pays.

### *Article 21*

Tout refus d'entraide judiciaire est motivé et notifié à la Partie requérante.

*Article 22*

Sous réserve des dispositions de l'article 10, l'exécution des demandes d'entraide ne donne lieu au remboursement d'aucun frais, à l'exception de ceux occasionnés par l'intervention d'experts sur le territoire de la Partie requise et par le transfèrement de personnes détenues effectué en application de l'article 12.

**TITRE VII. DÉNONCIATION AUX FINS DE POURSUITES**

*Article 23*

1. Une Partie peut dénoncer à l'autre Partie des faits susceptibles de constituer une infraction pénale relevant de la compétence de cette dernière afin qu'elle puisse diligenter sur son territoire des poursuites pénales. La dénonciation est présentée par l'intermédiaire des autorités centrales.

2. La Partie requise fait connaître la suite donnée à cette dénonciation et transmet, s'il y a lieu, copie de la décision intervenue.

3. Les dispositions de l'article 18 s'appliquent aux dénonciations prévues au paragraphe 1er.

**TITRE VIII. ÉCHANGE D'AVIS DE CONDAMNATION**

*Article 24*

Chaque Partie informe l'autre Partie des sentences pénales et des mesures postérieures qui concernent les ressortissants de cette Partie et ont fait l'objet d'une inscription au casier judiciaire. Les autorités centrales se communiquent ces avis au moins une fois par an.

**TITRE IX. DISPOSITIONS FINALES**

*Article 25*

1. Chacune des deux Parties notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur de la présente Convention, qui aura lieu le premier jour du deuxième mois suivant le jour de la réception de la dernière notification.

2. L'une ou l'autre des deux Parties pourra dénoncer à tout moment la présente Convention, par une notification écrite adressée à l'autre Etat par la voie diplomatique ; dans ce cas, la dénonciation prendra effet le premier jour du troisième mois suivant le jour de la réception de ladite notification.

En foi de quoi, les représentants des deux Gouvernements, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à Assomption le 16 mars 1997 en double exemplaire, en langues espagnole et française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République du Paraguay :

RUBEN MELGAREJO LANZONI  
Ministre des Relations Extérieures

Pour le Gouvernement de la République française :

MICHEL BARNIER  
Ministre délégué aux Affaires Européennes

[ SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL ]

**CONVENIO DE COOPERACIÓN JUDICIAL  
EN MATERIA PENAL  
ENTRE  
EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA DEL PARAGUAY  
Y  
EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA FRANCESA**

El Gobierno de la República del Paraguay  
y  
el Gobierno de la República Francesa,

Conscientes de los profundos lazos históricos que unen a las dos Naciones,

Deseosos de traducir dichos lazos en instrumentos jurídicos de cooperación en todos los dominios de interés común y, especialmente, en el de la cooperación judicial,

Deseando a este fin regular, de común acuerdo, sus relaciones en el campo de la asistencia judicial en materia penal, dentro del respeto de sus principios constitucionales respectivos,

Han acordado las siguientes disposiciones:

**TITULO I  
DISPOSICIONES GENERALES  
ARTICULO 1**

1. Las dos Partes se comprometen a prestarse mutuamente, según las disposiciones del presente Convenio, la asistencia judicial más amplia posible, en todos los procedimientos referentes a delitos cuya represión sea, en el momento en que se solicita la asistencia, de la competencia de las autoridades judiciales de la Parte requerente. La asistencia será acordada sin que sea necesario que los hechos sean considerados como un delito en el país requerido.
2. El presente Convenio no se aplicará ni a la ejecución de las decisiones de detención o de condena, salvo el caso de incautación, ni a los delitos militares que no constituyan delitos de derecho común.

**ARTICULO 2**

Las solicitudes de asistencia judicial serán comunicadas directamente de autoridad central a autoridad central. La República del Paraguay designa como autoridad central al Ministerio de Justicia y Trabajo, y la República Francesa designa como autoridad central al Ministerio de Justicia.

**La autoridad central del Estado requerido deberá satisfacer rápidamente las solicitudes o, llegado el caso, transmitirlas a las autoridades competentes que las ejecutarán. Las autoridades competentes deben tomar todas las medidas necesarias para satisfacer, a la brevedad posible, las solicitudes conforme al Artículo 1.**

#### **ARTICULO 3**

1. **Las autoridades competentes serán, para el Paraguay, las autoridades judiciales y la Fiscalía General del Estado; para Francia; las autoridades judiciales.**
2. **Toda modificación que afecte la designación de dichas autoridades será puesta a conocimiento de la otra Parte por nota.**

#### **ARTICULO 4**

1. **La asistencia judicial podrá ser rechazada:**
  - (a) **Si la solicitud se refiere a delitos considerados por la Parte requerida como delito político o conexos a dichos delitos;**
  - (b) **Si la solicitud tiene por objeto un allanamiento, un decomiso, un secuestro, y que los hechos que dan lugar a la investigación no constituyan un delito en la legislación de la Parte requerida;**
  - (c) **Si la Parte requerida considera que la ejecución de la solicitud atenta contra la soberanía, la seguridad, el orden público u otros intereses esenciales de su país.**
2. **La asistencia será rechazada si la solicitud tiene por objeto una medida de incautación y que los hechos que originan la investigación no constituyan un delito en la legislación de la Parte requerida.**

### **TITULO II SOLICITUD DE ASISTENCIA JUDICIAL**

#### **ARTICULO 5**

1. **La Parte requerida ejecutará, en las formas previstas por su legislación, las solicitudes de asistencia judicial relativas a una causa penal que emanen de las autoridades competentes de la Parte requirente y que tengan por objeto cumplir actos de instrucción, o de comunicar los expedientes, documentos o piezas de convicción, o de restituir a la víctima, llegado el caso, sin perjuicio del derecho de terceros, los objetos o valores provenientes de un delito hallados en posesión del autor del mismo.**

2. Si la Parte requerente desea que los testigos o los peritos declaren bajo juramento, la misma lo solicitará expresamente. La Parte requerida dará lugar a la solicitud si la legislación de su país no se opone.
3. La Parte requerida podrá enviar solamente las copias o fotocopias autenticadas de los expedientes o documentos solicitados. Si la Parte requerente solicitará expresamente el traslado de los originales, se dará cumplimiento a dicha solicitud cuando ello sea posible.

#### **ARTICULO 6**

Si la Parte requerente lo solicitará expresamente, la Parte requerida le notificará la fecha y el lugar de ejecución de la solicitud de asistencia. Las autoridades competentes y/o las personas mandatadas por ellas podrán asistir a esta ejecución si la Parte requerida lo consiente. Dicha presencia no autoriza el ejercicio de funciones propias de la competencia de las autoridades del Estado requerido, pero permite que se formulen nuevas preguntas por intermedio de la autoridad competente requerida.

#### **ARTICULO 7**

1. Las piezas de convicción, así como los originales de los expedientes y documentos que hayan sido remitidos para la ejecución de una solicitud de asistencia judicial, serán devueltos, a la brevedad posible, por la Parte requerente a la Parte requerida a menos que ésta renuncie a la devolución.
2. La Parte requerida podrá aplazar la entrega de las piezas de convicción, expedientes o documentos cuya remisión haya sido solicitada, si ellos fueren necesarios para un procedimiento penal en curso.

### **TITULO III**

#### **ENTREGA DE ACTAS DE PROCEDIMIENTO Y DE DECISIONES JUDICIALES, COMPARCENCIA DE TESTIGOS, PERITOS Y PERSONAS PROCESADAS**

#### **ARTICULO 8**

1. La Parte requerida procederá a la entrega de las actas de procedimiento y las decisiones judiciales que le fueran enviadas para dicho fin por la Parte requerente.

Dicha entrega podrá ser efectuada por simple transmisión del acta o de la decisión al destinatario. Si la Parte requerente lo solicitará expresamente, la Parte requerida efectuará la entrega según una de las formas previstas por su legislación para las notificaciones análogas o en una forma especial compatible con esta legislación.

2. La prueba de la entrega se realizará por medio de un recibo fechado y firmado por el destinatario o por una declaración de la Parte requerida que ateste el hecho, la forma y la fecha de la entrega. Uno u otro de los mencionados documentos será inmediatamente remitido a la Parte requerente. A solicitud de esta última, la Parte requerida precisará si la entrega ha sido efectuada conforme a su legislación. Si la entrega no se pudiere realizar, la Parte requerida informará, inmediatamente, del motivo a la Parte requerente.
3. Las citaciones a comparecer serán notificadas a la Parte requerida, a más tardar cuarenta días antes de la fecha fijada para la comparecencia.

#### **ARTICULO 9**

El testigo o perito que no haya comparecido a una citación en el territorio de la Parte requerente, no podrá estar sometido, aunque dicha citación contenga una intimación, a ninguna sanción o medida coercitiva, a menos que se traslade voluntariamente al territorio de la Parte requerente y que sea citado nuevamente de manera regular.

#### **ARTICULO 10**

Las dietas a pagar, así como los gastos de viaje y de estadía a reembolsar al testigo o al perito por la Parte requerente, se calcularán a partir del lugar de su residencia y serán acordadas según los índices, por lo menos iguales, a los previstos por las tarifas y por los reglamentos en vigor en el país donde la audiencia tenga lugar.

#### **ARTICULO 11**

1. Si la Parte requerente considera que la comparecencia personal de un testigo o de un perito ante sus autoridades judiciales es particularmente necesaria, aquélla lo deberá mencionar en la solicitud de entrega de la citación, y la Parte requerida invitará a dicho testigo o perito a comparecer.

La Parte requerida pondrá en conocimiento la respuesta del testigo o del perito a la Parte requerente.

2. En el caso previsto en el inciso 1, la solicitud o la citación deberá mencionar el monto aproximado de las dietas a ser pagadas, así como los gastos de viaje y de estadía a reembolsar.

## **ARTICULO 12**

1. **Toda persona detenida cuya comparecencia personal en calidad de testigo o a los fines de un careo sea solicitada por la Parte requerente, será trasladada temporalmente al territorio donde la audiencia tendrá lugar, a condición de que su retorno se realice en el plazo indicado por la Parte requerida y bajo reserva de las disposiciones del Artículo 13, en la medida en que éstas puedan aplicarse.**
2. **El traslado será rechazado si la persona detenida no da su consentimiento.**
3. **El traslado podrá ser rechazado:**
  - a) **Si su presencia es necesaria en un procedimiento penal en curso en el territorio de la Parte requerida;**
  - b) **Si su traslado es susceptible de prolongar su detención, o**
  - c) **Si otras consideraciones imperiosas se oponen a su traslado al territorio de la Parte requerente.**
4. **Una Parte podrá autorizar el tránsito por su territorio de personas detenidas por un tercer Estado, cuando la comparecencia personal, a los fines de una audiencia, haya sido solicitada por la otra Parte.**  
**Dicha autorización será concedida mediante una solicitud acompañada de todos los documentos pertinentes.**
5. **La persona trasladada deberá permanecer detenida en el territorio de la Parte requerente y, llegado el caso, en el territorio de la Parte por la cual el tránsito ha sido solicitado, a menos que la Parte requerida solicite su libertad mientras dure su entrega temporal.**
6. **Cada Parte podrá rechazar el tránsito de sus nacionales.**

## **ARTICULO 13**

1. **Ningún testigo o perito, cualquiera sea su nacionalidad, que con motivo de una citación, comparezca ante las autoridades judiciales de la Parte requerente, podrá ser juzgado, detenido, o sometido a restricción alguna de su libertad individual en el territorio de esta Parte por hechos o condenas anteriores a su salida del territorio de la Parte requerida.**

2. Ninguna persona, cualquiera sea su nacionalidad, citada ante las autoridades judiciales de la Parte requirente a fin de responder voluntariamente sobre hechos por los cuales es objeto de persecución, podrá ser juzgada, detenida, o sometida a restricción alguna de su libertad individual por los hechos o condenas anteriores a su salida del territorio de la Parte requerida y no previstos en la citación.
3. La inmunidad prevista en el presente Artículo cesa cuando el testigo, el perito o la persona procesada, habiendo tenido la posibilidad de abandonar el territorio de la Parte requirente en el plazo de treinta días consecutivos después que su presencia no fuera ya exigida por las autoridades judiciales, no obstante permaneciera en este territorio o retornara al mismo tras haberlo abandonado.

**TITULO IV  
BIENES Y OBJETOS PROVENIENTES DEL DELITO  
ARTICULO 14**

1. La Parte requirente podrá solicitar la búsqueda y la incautación de los bienes y objetos provenientes de un delito, conforme a su legislación, susceptibles de encontrarse en el territorio de la Parte requerida.
2. La Parte requerida informará a la Parte requirente del resultado de sus investigaciones.
3. La Parte requerida adoptará todas las medidas necesarias, autorizadas por su legislación, para impedir que los bienes provenientes del delito sean objeto de una transacción, transferencia o cesión, antes de que la autoridad competente de la Parte requirente haya tomado una decisión definitiva al respecto.
4. Si la incautación de esos bienes es solicitada, el pedido será ejecutado conforme a la legislación de la Parte requerida.
5. Los bienes y objetos provenientes del delito quedarán en poder de la Parte requerida, salvo acuerdo en contrario.

**TITULO V  
ANTECEDENTES JUDICIALES  
ARTICULO 15**

1. La Parte requerida comunicará, en la medida en que sus autoridades competentes pudieran obtenerlos en caso parecido, los extractos de antecedentes judiciales, así como todas las informaciones referentes a éstos que le fueran solicitadas por las autoridades competentes de la Parte requirente a los efectos de un proceso penal.

2. **En otros casos, distintos a los previstos en el inciso 1, se dará curso a la solicitud en las condiciones previstas por la legislación, los reglamentos o la práctica de la Parte requerida.**

**TITULO VI  
PROCEDIMIENTO  
ARTICULO 16**

1. **Las solicitudes de asistencia deberán contener las indicaciones siguientes:**
  - (a) **la autoridad de la cual emane la solicitud,**
  - (b) **el objeto y el motivo de la solicitud,**
  - (c) **en la medida de lo posible, la identidad y la nacionalidad de la persona concernida por la solicitud,**
  - (d) **el nombre y la dirección del destinatario, si hubiere lugar, y**
  - (e) **la fecha de la solicitud.**
2. **Las solicitudes de asistencia judicial previstas en los Artículos 5 y 6 deberán mencionar también la calificación de los hechos y contener una exposición de los mismos.**

**ARTICULO 17**

1. **Las solicitudes de asistencia judicial previstas en los Artículos 5 y 6, así como las solicitudes a las que se hacen referencia en los Artículos 12, 14 y 15, serán dirigidas por la autoridad central de la Parte requirente a la autoridad central de la Parte requerida, y devueltas por la misma vía.**
2. **En caso de urgencia, la autoridad central de la Parte requirente podrá dirigir a la autoridad central de la Parte requerida las solicitudes de asistencia previstas en los Artículos 5 y 6, por facsímil o por cualquier otro medio que deje una constancia escrita. Ellas serán devueltas acompañadas de las piezas relativas a la ejecución, por la vía prevista en el inciso 1.**

**ARTICULO 18**

**La solicitud de asistencia y las piezas anexas serán acompañadas de una traducción en el idioma de la Parte requerida efectuadas según las reglas de la Parte requirente.**

**ARTICULO 19**

**Las piezas y documentos transmitidos en aplicación del presente Convenio estarán exentos de las formalidades de legalización.**

**ARTICULO 20**

**Si la autoridad que recibe la solicitud de asistencia es incompetente para dar curso a la misma, transmítirá de oficio este pedido a la autoridad competente de su país.**

**ARTICULO 21**

**Todo rechazo de asistencia judicial será fundamentado y notificado a la Parte requeriente.**

**ARTICULO 22**

**Sin perjuicio de lo dispuesto en el Artículo 10, la ejecución de las solicitudes de asistencia no darán lugar al reembolso de ningún gasto, a excepción de los ocasionados por la intervención de peritos en el territorio de la Parte requerida y por el traslado de personas detenidas efectuado en aplicación del Artículo 12.**

**TITULO VII  
DENUNCIA A LOS FINES DE UN PROCESO  
ARTICULO 23**

1. **Una Parte podrá denunciar a la otra Parte hechos susceptibles de constituir un delito de competencia de esta última, a fin de que la misma pueda iniciar en su territorio el procedimiento penal correspondiente. La denuncia será presentada por intermedio de las autoridades centrales.**
2. **La Parte requerida hará conocer el seguimiento dado a la denuncia y transmitirá, si hubiere lugar, copia de la decisión adoptada.**
3. **Las disposiciones del Artículo 18 se aplicarán a las denuncias previstas en el inciso 1.**

**TITULO VIII  
INFORMACIÓN MUTUA DE SENTENCIAS CONDENATORIAS  
ARTICULO 24**

**Cada Parte notificará a la otra Parte las sentencias penales y las medidas posteriores que afecten a los nacionales de esta Parte, y que hayan sido inscriptas en los antecedentes judiciales. Las autoridades centrales se comunicarán estas resoluciones al menos una vez por año.**

**TITULO IX  
DISPOSICIONES FINALES  
ARTICULO 25**

1. Cada una de las Partes notificará a la otra el cumplimiento de los procedimientos constitucionales requeridos concernientes a la entrada en vigor del presente Convenio, que tendrá lugar el primer día del segundo mes siguiente al día de la recepción de la última notificación.
2. Una u otra de las dos Partes podrá denunciar en todo momento el presente Convenio, por una notificación escrita dirigida al otro Estado por la vía diplomática. En este caso, la denuncia tendrá efecto el primer día del tercer mes siguiente al día de la recepción de la mencionada notificación.

EN FE DE LO CUAL, los representantes de los dos Gobiernos, debidamente autorizados, han firmado el presente Convenio.

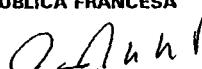
Hecho en la ciudad de Asunción, el dieciséis de marzo del año mil novecientos noventa y siete, en dos ejemplares, en los idiomas español y francés, siendo ambos textos igualmente auténticos.

**POR EL GOBIERNO DE LA  
REPÚBLICA DEL PARAGUAY**

  
**RUBÉN MELGAREJO LANZONI**

Ministro de Relaciones Exteriores

**POR EL GOBIERNO DE LA  
REPÚBLICA FRANCESA**

  
**MICHEL BARNIER**  
Ministro delegado de Relaciones Europeas

[TRANSLATION - TRADUCTION]

CONVENTION ON JUDICIAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF PARAGUAY AND THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC

The Government of the Republic of Paraguay and the Government of the French Republic,

Bearing in mind the profound historical ties that unite the two nations,

Desiring to translate those ties into legal instruments of cooperation in all areas of common interest, and, particularly, that of judicial cooperation,

Wishing to that end to regulate by mutual agreement their relations in the area of judicial assistance in criminal matters, in accordance with their respective constitutional principles,

Have agreed as follows:

TITLE I. GENERAL PROVISIONS

*Article 1*

1. The two Parties undertake to afford each other, in accordance with the provisions of this Convention, the widest measure of judicial assistance in proceedings in respect of criminal offences the punishment of which, at the time of the request for assistance, falls within the jurisdiction of the judicial authorities of the requesting Party. The assistance shall be granted without requiring that the acts be considered as an offence in the requested country.

2. This Convention shall not apply to the execution of warrants of arrest and sentences, except in the case of seizure, or to military offences that do not constitute offences under ordinary law.

*Article 2*

Requests for judicial assistance shall be communicated directly from central authority to central authority. The Republic of Paraguay designates the Ministry of Justice and Labour as its central authority and the French Republic designates the Ministry of Justice as its central authority. The central authority of the requested State shall comply with the requests expeditiously or, if necessary, shall transmit them to other competent authorities for execution. The competent authorities shall take all necessary measures to comply promptly with such requests, in accordance with article 1.

*Article 3*

1. The competent authorities shall be the judicial authorities and Fiscalía General del Estado for the Republic of Paraguay and the judicial authorities for the French Republic.
2. Any change affecting the designation of these authorities shall be brought to the attention of the other Party by note.

*Article 4*

1. Judicial assistance may be refused:
  - (a) If the request relates to any offence which the requested Party regards as a political offence or an offence connected with a political offence;
  - (b) If the object of the request is a search, seizure or sequestration and the acts motivating the request do not constitute an offence under the law of the requested Party;
  - (c) If the requested Party considers that execution of the request is likely to impair its sovereignty, security, public policy or other essential national interests.
2. Assistance shall be refused if the object of the request is a confiscation measure and the acts motivating the request do not constitute an offence under the law of the requested Party.

**TITLE II. REQUESTS FOR JUDICIAL ASSISTANCE**

*Article 5*

1. The requested Party shall, in the manner provided for under its own law, execute requests for judicial assistance relating to a criminal case which are received from the competent authorities of the requesting Party and whose object is the performance of acts pertaining to the investigation of the case or the handing over of records, documents or evidence or the restitution to the victim, where applicable and without prejudice to the rights of third parties, of articles or valuables acquired as a result of an offence and found in the possession of the perpetrator thereof.
2. If the requesting Party wishes to have witnesses or experts give testimony under oath, it shall make an express request to that effect and the requested Party shall comply with it unless its national legislation precludes this.
3. The requested Party may transmit only certified true copies or photocopies of the records or documents requested. However, if the requesting Party expressly asks for communication of the originals, its request shall be complied with to the extent possible.

*Article 6*

If the requesting Party makes an express application to that effect, the requested Party shall inform it of the date and place of execution of the request for assistance. The competent authorities and/or individuals authorized by them may be present at the execution if the requested Party so agrees. Such presence shall not authorize the exercise of functions which

are exclusively within the competence of the authorities of the requested State but allows new questions to be posed through the requested competent authority.

*Article 7*

1. The evidence and the originals of records and documents handed over in execution of a request for judicial assistance shall be returned by the requesting Party to the requested Party as soon as possible unless the latter Party waives the return thereof.

2. The requested Party may delay the delivery of evidence, records or documents whose communication is requested if they are required for criminal proceedings in progress.

**TITLE III . SERVICE OF WRITS AND RECORDS OF JUDICIAL VERDICTS  
APPEARANCE OF WITNESSES, EXPERTS AND PROSECUTED PERSONS**

*Article 8*

I. The requested Party shall effect service of writs and records of judicial verdicts which are transmitted to it for this purpose by the requesting Party.

Service may be effected by simple transmission of the writ or record to the person to be served. If the requesting Party expressly so requests, service shall be effected by the requested Party in the manner provided for the service of analogous documents under its own law or in a special manner consistent with such law.

2. Proof of service shall be given by means of a receipt dated and signed by the person served or by means of a declaration made by the requested Party that service has been effected and stating the form and date of such service. One or other of these documents shall be sent immediately to the requesting Party. The requested Party shall, if the requesting Party so requests, state whether service has been effected in accordance with the law of the requested Party. If service cannot be effected, the reasons shall be communicated immediately by the requested Party to the requesting Party.

3. Summons shall be transmitted to the requested Party not less than 40 days before the date on which the person summoned is to appear.

*Article 9*

A witness or expert who has failed to answer a summons to appear in the territory of the requesting Party shall not, even if the summons contains a notice of penalty, be subjected to any punishment or measure of restraint, unless subsequently he or she voluntarily enters the territory of the requesting Party and is there again duly summoned.

*Article 10*

The allowances, including subsistence, to be paid and the travelling expenses to be refunded to witnesses or experts by the requesting Party shall be calculated as from their

place of residence and shall be at rates at least equal to those provided for in the scales and rules in force in the country where the hearing is to take place.

*Article 11*

1. If the requesting Party considers the personal appearance of a witness or expert before its judicial authorities especially necessary, it shall so mention in its request for service of the summons and the requested Party shall invite the witness or expert to appear.

The requested Party shall inform the requesting Party of the reply of the witness or expert.

2. In the case provided for under paragraph I of this article the request or the summons shall indicate the approximate allowances payable and the travelling and subsistence expenses refundable.

*Article 12*

1. A person in custody whose personal appearance as a witness or for purposes of confrontation is applied for by the requesting Party shall be temporarily transferred to the territory where the hearing is to take place, provided that he or she shall be sent back within the period stipulated by the requested Party and subject to the provisions of article 13 insofar as these are applicable.

2. Transfer shall be refused if the person in custody does not consent to it.

3. Transfer may be refused:

(a) If the presence of that person is necessary at criminal proceedings pending in the territory of the requested Party;

(b) If transfer is liable to prolong the detention of that person; or

(c) If there are other overriding grounds for not transferring that person to the territory of the requesting Party.

4. Either Party may authorize the transit through its territory of persons who are detained by a third State and whose personal appearance for the purposes of a hearing has been requested by the other Party.

Such authorization shall be granted in response to a request submitted together with all necessary documentation.

5. The person who is transferred must remain in detention in the territory of the requesting Party and, where applicable, in the territory of the Party through which transit has been requested, unless the requested Party asks for his or her release during the temporary transfer.

6. Either Party may refuse to allow the transit of its nationals.

*Article 13*

1. No witness or expert, whatever his or her nationality, appearing on a summons before the judicial authorities of the requesting Party shall be prosecuted or detained or sub-

jected to any other restriction of his or her personal liberty in the territory of that Party in respect of acts or convictions anterior to his or her departure from the territory of the requested Party.

2. No person, whatever his or her nationality, who is summoned before the judicial authorities of the requesting Party to answer voluntarily for acts forming the subject of proceedings against him or her, shall be prosecuted or detained or subjected to any other restriction of their personal liberty for acts or convictions anterior to his or her departure from the territory of the requested Party and not specified in the summons.

3. The immunity provided for in this article shall cease when the witness or expert or prosecuted person, having had for a period of thirty consecutive days from the date when his or her presence is no longer required by the judicial authorities an opportunity of leaving the territory of the requesting Party, has nevertheless remained in that territory, or having left it, has returned.

#### TITLE IV. PROCEEDS OF OFFENCES

##### *Article 14*

1. The requesting Party may make a request for search and seizure of the proceeds of an offence under its law which may be located in the territory of the requested Party.

2. The requested Party shall inform the requesting Party of the results of its investigations.

3. The requested Party shall take all necessary measures authorized by its law to prevent any dealing in, transfer, or disposal of those proceeds pending a final determination in respect of them by the competent authority of the requested Party.

4. If confiscation of the proceeds is requested, the request shall be executed in accordance with the law of the requested Party.

5. The proceeds shall remain the property of the requested Party unless otherwise agreed.

#### TITLE V. JUDICIAL RECORDS

##### *Article 15*

1. The requested Party shall, to the extent that its competent authorities would themselves be able to obtain them in a similar case, transmit extracts from the judicial records and any information relating thereto which is requested of it by the competent authorities of the requesting Party for the purposes of a criminal case.

2. In cases other than those provided for in paragraph 1, such a request shall be complied with in accordance with the conditions provided for by the legislation, regulations or practice of the requested Party.

## TITLE VI. PROCEDURE

### *Article 16*

1. Requests for mutual assistance shall contain the following particulars:
  - (a) The name of the requesting authority;
  - (b) The object of and the reason for the request;
  - (c) To the extent possible, the identity and nationality of the person concerned;
  - (d) The name and address of the intended recipient, where appropriate;
  - (e) The date of the request.
2. The requests for judicial assistance provided for in articles 5 and 6 shall also contain a summary of the facts and shall mention the characterization thereof.

### *Article 17*

1. The requests for judicial assistance provided for in articles 5 and 6, as well as the requests provided for in articles 12, 14 and 15, shall be sent by the central authority of the requesting Party to the central authority of the requested Party and returned through the same channel.

2. In an emergency, the central authority of the requesting Party may send requests for assistance provided for in articles 5 and 6 to the central authority of the requested Party by fax or by any other medium which leaves a written record. They shall be returned together with the documentation relating to their execution through the channel provided for in paragraph 1.

### *Article 18*

Requests for assistance and annexed documents shall be accompanied by a translation into the language of the requested Party made in accordance with the rules of the requesting Party.

### *Article 19*

Evidence and documents transmitted in application of this Convention shall be exempted from all authentication formalities.

### *Article 20*

If the authority which receives a request for assistance is incompetent to comply with it, it shall automatically transmit such request to the competent authority of its country.

*Article 21*

Reasons shall be given for any refusal of judicial assistance and shall be communicated to the requesting Party.

*Article 22*

Subject to the provisions of article 10, the execution of requests for mutual assistance shall not entail the refunding of any costs save those incurred in connection with the attendance of experts in the territory of the requested Party or the transfer of a person in custody carried out in application of article 12.

TITLE VII. REPORTS WITH A VIEW TO PROSECUTION

*Article 23*

1. Either Party may report to the other Party acts which are likely to constitute a criminal offence which is within the latter's jurisdiction, so that it may institute criminal proceedings in its territory. Such a report shall be submitted through the central authorities.

2. The requested Party shall inform the requesting Party of the action taken on the report and shall, if appropriate, transmit a copy of the decision reached.

3. The provisions of article 18 shall apply to the reports provided for in paragraph 1.

TITLE VIII. EXCHANGE OF INFORMATION CONCERNING CONVICTIONS

*Article 24*

Each Party shall inform the other Party of criminal sentences and subsequent measures which concern nationals of that other Party and which have been entered in the judicial records. The central authorities shall exchange such reports at least once a year.

TITLE IX. FINAL PROVISIONS

*Article 25*

1. Each of the two Parties shall notify the other of the completion of the constitutional procedures required for the entry into force of this Convention, which shall take effect on the first day of the second month following the date of receipt of the second such notification.

2. Either Party may denounce this Convention at any time by sending written notification to the other State through the diplomatic channel; in this case, the denunciation shall take effect on the first day of the third month following the date of receipt of such notification.

IN WITNESS WHEREOF the representatives of the two Governments, being duly authorized for that purpose, have signed this Convention.

DONE at Asunción on 16 March 1997 in duplicate in the Spanish and French languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the Republic of Paraguay:

RUBEN MELGAREJO LANZONI  
Minister for Foreign Affairs

For the Government of the French Republic:

MICHEL BARNIER  
Minister of State for European Affairs